3e CONGRÈS des études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans

Moyen-Orient et Mondes Musulmans
Groupement d'Intérêt Scientifique

Jeudi 4 juillet 2019 - Deuxième session (11h30 - 13h30)

Atelier 63
Salle : 214

Les enjeux énergétiques dans le monde arabe de 1950 à nos jours : diplomatie d'influence et intérêts stratégiques régionaux

Depuis la Première Guerre mondiale, le contrôle des ressources énergétiques est un enjeu de puissance et de sécurité des États. Or l'esprit de Bandung et les décolonisations font émerger de nouveaux acteurs de la diplomatie énergétique mondiale : les États producteurs du Sud en quête de souveraineté politique et économique. Dès les années 1970, nourris par un sentiment profond d'injustice, ces derniers luttent en faveur d'un partage plus équitable de la rente. De nouveaux rapports de forces émergent, bousculant les règles de l'approvisionnement et du transport énergétique en provenance d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En faisant de la rente un outil du développement, nous verrons que la réappropriation des ressources contribue à l'émergence et à la construction des fondements essentiels des États (politique, économie, sécurité).
Cependant à l'aube du XXIe siècle, la libéralisation du secteur de l'énergie et la montée des acteurs non-étatiques, remettent en question le rôle de l'État dans la gestion du secteur stratégique qu'est l'énergie. Nous nous interrogerons donc sur la légitimité de l'appropriation des ressources par des acteurs privés au détriment des États et des populations. Cette table ronde entend ainsi rassembler des chercheurs en histoire et en géopolitique qui travaillent sur les enjeux énergétiques en Méditerranée, afin d'établir un cadre de réflexion transversale sur l'évolution des diplomaties et des politiques énergétiques dans le monde arabe.

Responsable : Sarah Adjel-Debbich (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, SIRICE)

Liste des intervenantes : Sarah Adjel-Debbich, Yasmina Aziki, Wahel Rashid, Noémie Rebière

Modérateur : Alain Beltran (CNRS, SIRICE)

Sarah Adjel-Debbich (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, SIRICE)
La diplomatie énergétique algérienne : une diplomatie parallèle au service du développement économique algérien (1954-1968)
Pratiquement exclue de la gestion des hydrocarbures sahariens à l'indépendance le 5 Juillet 1962, l'Algérie cherche ouvertement à en saisir le contrôle dès 1965. Pour se démarquer de la tutelle de l'ancienne puissance coloniale, les nouveaux dirigeants cherchent ainsi un nouvel environnement diplomatique et économique rompant avec l'exclusivité du partenaire français et européen. C'est notamment grâce aux investisseurs américains et à leurs expertises techniques, que l'Algérie de Houari Boumediene compte amorcer son programme de développement économique basé sur l'industrialisation.
Cette communication s'intéresse au rôle joué par de jeunes diplomates et de jeunes cadres déployés par l'administration algérienne dans la défense des intérêts pétroliers et gaziers algériens outre-Atlantique.
Dans un premier temps l'Algérie cherche à créer des partenariats avec les firmes pétro-gazières américaines en s'appuyant sur les réseaux issus de l'internationalisation de la Guerre d'Algérie. Mais avec l'arrivée au pouvoir de Houari Boumediene, de nouveaux acteurs de la jeune diplomatie algérienne renforcent les liens économiques avec les États-Unis, réussissant même à contourner sept années de rupture de relations diplomatiques avec Washington

(1967 à 1974).
En effet, les équipes de la Sonatrach peuvent compter sur la porosité des réseaux économiques et diplomatiques algériens aux États-Unis pour attirer les investisseurs américains. Ces acteurs sont peu connus : hauts fonctionnaires, diplomates, ingénieurs, hauts cadres de la Sonatrach ou encore hommes d'affaires algériens. C'est en coulisse qu'un partenariat de confiance entre Alger et Washington se dessine, permettant notamment le premier contrat de vente de GNL de l'Algérie avec la compagnie américaine *El Paso* en 1968.

Yasmina Aziki (doctorant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, SIRICE)
La Banque mondiale et le fonds koweitien pour le développement : recyclage de pétrodollars et coopération technique, 1961-1985
La sortie des décolonisations est un tournant dans l'histoire du développement dans la région MENA, maintes fois historicisé. Pourtant, le parcours des richissimes pays du Golfe arabique depuis leur indépendance fait l'objet d'une certaine négligence de la part des historiens des relations internationales, dont l'intérêt semble surtout être porté sur l'influente Arabie Saoudite.
Pourtant, il convient de se pencher sur un autre État qui a appris à tirer son épingle du jeu dès son indépendance controversée en 1961 : le Koweit. Auparavant sous mandat britannique, ce petit émirat, niché entre l'Arabie saoudite, l'Iran et, surtout, l'Irak, doit faire valoir sa légitimité et celle de ses frontières, dès le lendemain de son indépendance. Richissime grâce à sa manne pétrolière, il reste un pays en développement, nécessitant un important soutien technique extérieur. Il implique alors un acteur inattendu : la Banque mondiale. Grâce au soutien technique de l'institution internationale, le petit émirat fait de sa capacité de financement de projets de développement un bras solide de sa politique extérieure. Le fonds koweitien pour le développement des pays arabes est ainsi le précurseur de l'institutionnalisation de la stratégie d'influence des pays arabes par le Golfe arabique. Si ce parcours relève de l'étude des outils d'influence à la disposition des pays exportateurs de pétrole, il révèle surtout un processus d'internationalisation dynamique de la coopération pour le développement. Cantonnée à des enjeux de *containment*, l'aide au développement est vue dans la région comme un seul outil d'influence. Pourtant, elle est également vectrice d'échanges et d'évolution technique participant à la construction des États.
Grâce à des archives inédites de la Banque mondiale à Washington, nous avons pu retracer la genèse de cette institution koweitienne surnommée la « petite BIRD du Moyen-Orient » par les diplomates français. À travers une analyse multifocale des enjeux de cette coopération économique, nous verrons comment le fonds koweitien s'est constitué en partenaire crédible participant à des projets de financement de l'aide au développement multilatérale. Nous entendons ainsi mettre en lumière l'intérêt de l'usage des pétrodollars dans l'aide au développement par le Koweït. Grâce à cela, nous pourrons placer la focale sur la manière dont une institution multilatérale telle que la Banque mondiale réussit à développer son savoir-faire en matière d'expertise pour le développement, grâce à la formation de fonctionnaires koweitiens du fonds. Nous verrons enfin comment cette collaboration, fondée sur l'assistance technique, se mue en un partenariat solide entre deux institutions poursuivant des objectifs différents mais dépendantes l'une de l'autre. Grâce à cette présentation, nous souhaitons montrer l'imbrication des enjeux de l'aide au développement dans les stratégies à géométrie variable de ses acteurs. Mêlant approche diplomatique et économique, elle s'inscrit dans le cadre du renouveau de l'histoire des relations internationales grâce à l'étude inédite d'acteurs de la coopération pour le développement.

Wahel Rashid (Université Paris 8, Institut Français de Géopolitique)
La « crise de l'énergie » en Egypte : enjeux nationaux et régionaux
Les exportations d'hydrocarbures ont constitué pendant longtemps l'une des « quatre rentes » de l'économie égyptienne avec le tourisme, les revenus du canal de Suez et les transferts de la diaspora. Néanmoins, à partir de la seconde moitié des années 2000, l'épuisement des gisements et l'augmentation démographique du pays ont fini par tarir cette source de richesse. En 2012, l'Égypte devient importatrice nette en hydrocarbures, ce qui débouche sur une véritable « crise de l'énergie » à un moment où la révolution bat son plein. Les effets sur l'économie sont importants, puisque l'État se révèle notamment incapable d'assurer un approvisionnement régulier aux grandes industries énergivores du pays.
Pour faire face à l'augmentation constante des besoins, le gouvernement décide de libéraliser le secteur de l'énergie et de réformer le système de subventions qui permettait l'accès à une énergie bon marché. Cela conduit à une transformation importante du rôle des différents acteurs, puisque les acteurs privés sont invités à prendre une

place croissante dans ce domaine, tandis que l'État voit son rôle évoluer vers celui de régulateur. À peu près au même moment, la découverte de Zohr, le plus grand champ gazier découvert jusqu'alors en Méditerranée orientale, vient bouleverser le paysage énergétique du pays et de la région. L'Égypte retrouve un peu d'autonomie en matière d'énergie et ne semble plus être un débouché prometteur pour les pays producteurs en gaz de la région.

Noémie Rebière (Université Paris 8, Institut Français de Géopolitique)

La Méditerranée orientale : des rivalités géopolitiques entre grandes puissances et puissances régionales autour d'intérêts énergétiques et stratégiques

Depuis le début des années 2000, les découvertes successives de réserves d'hydrocarbures au large d'Israël, de Chypre-sud et de l'Égypte ont fait de la Méditerranée orientale un espace très convoité par les entreprises énergétiques privées (Total, Eni, Nobel Energy, Rosneft) et par les puissances régionales. Alors que l'Union européenne cherche à diminuer sa dépendance gazière envers la Russie en diversifiant ses sources d'approvisionnement, le gaz méditerranéen constitue un atout pour sa sécurité énergétique. Cependant ces découvertes de gaz soulèvent des tensions entre les pays riverains quant à la délimitation des frontières maritimes, aux futures routes d'exportation, aux modes de transport (GNL ou pipeline) et à l'évolution des alliances sur l'ensemble de la région déjà minée par les conflits et les guerres.